

# COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

(Éthique et déontologie)

Dossier : **CMQ-66841**

Élu visé : **ALAIN LAPLANTE**  
Maire

Municipalité : **VILLE DE SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU**

Date : **22 mars 2019**

---

## Manquements allégués ré-ré-amendés


---

Alain Laplante, maire, aurait manqué aux obligations prévues au Règlement n° 1656 – Règlement édictant un code d'éthique et de déontologie révisé applicable aux membres du Conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu et abrogeant le règlement n° 1222 (Code), à savoir :

1. Entre le 4 mai 2018 et le 18 juin 2018, il aurait agi, dans l'exercice de ses fonctions, de façon à favoriser d'une manière abusive les intérêts de Guy Grenier contre les intérêts de la Ville, contrevenant ainsi à l'article 6.1 du Code, et ce, plus particulièrement, aux occasions suivantes :
  - a. Le ou vers le 7 mai 2018, lors d'une séance du comité exécutif, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur l'adoption de la résolution n° CE-2018-05-0162 concernant Guy Grenier;
  - b. Le ou vers le 10 mai 2018, lorsqu'il a exigé que Monsieur François Vaillancourt lui remette son ordinateur;
  - c. Le ou vers le 15 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur l'adoption des résolutions n° 2018-05-0248 et n° 2018-05-0249 concernant Guy Grenier et qu'il a apposé son droit de veto;
  - d. Le ou vers le 22 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur l'adoption des résolutions n° 2018-05-0257 et n° 2018-05-0258 concernant Guy Grenier;

- e. Le ou vers le 22 mai 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur l'adoption de la résolution n° 2018-05-0267 concernant Guy Grenier et qu'il a apposé son droit de veto;
- f. Le ou vers le 28 mai 2018, lors d'une séance du comité exécutif, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur l'adoption de la résolution n° CE-2018-05-0165 concernant Guy Grenier;
- g. Le ou vers le 30 mai 2018, lorsqu'il a signé un affidavit dans le recours de Guy Grenier contre la Ville devant la Cour supérieure;
- h. Le ou vers le 30 mai 2018, lorsqu'il a accompagné Guy Grenier lors des négociations avec la Ville dans le cadre du recours de ce dernier contre la Ville;
- i. Le ou vers le 4 juin 2018, lors d'une séance plénière, lorsqu'il a refusé de se retirer alors que Bernard Synnott, procureur de la Ville, devait parler des négociations du 30 mai 2018 et de la stratégie à adopter;
- j. Le ou vers le 4 juin 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur l'adoption de la résolution n° 2018-06-0338 concernant Guy Grenier;
- k. Retiré
- l. Retiré
- m. Le ou vers le 11 juin 2018, lors d'une séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur la résolution n° 2018-06-0413 concernant Guy Grenier et lorsqu'il a apposé son droit de veto;
- n. Le ou vers le 13 juin 2018, lors d'une séance du comité exécutif, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur l'adoption des résolutions n° CE-2018-06-0174 et n° CE-2018-06-0175 concernant Guy Grenier;
- o. Le ou vers le 18 juin 2018, lors de la séance du conseil municipal, lorsqu'il a participé aux délibérations et voté sur l'adoption de la résolution n° 2018-06-0419 concernant Guy Grenier.

2. Entre le 1<sup>er</sup> mai 2018 et le 8 mai 2018, il aurait utilisé les ressources de la municipalité à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions lorsqu'il a publié les communiqués de presse intitulés « Le maire Laplante dénonce des démarches d'influence et d'intimidation auprès des élus de Saint-Jean-Sur-Richelieu », « Le maire Laplante demande l'intervention du ministre Coiteux » et « La Ville propose un règlement à Justin Bessette », contrevenant ainsi à l'article 7 du Code.
3. Entre le 11 mai 2018 et le 22 mai 2018, il aurait agi, dans l'exercice de ses fonctions, de façon à favoriser d'une manière abusive les intérêts de Guy Grenier contre les intérêts de la Ville lorsqu'il a retardé l'adoption d'une résolution mandatant la firme Fasken pour représenter les intérêts de la Ville dans le litige l'opposant à Guy Grenier, contrevenant ainsi à l'article 6.1 du Code.



Direction du contentieux et des enquêtes  
Procureurs de la Commission municipale

Naomi Gunst, avocate  
Direction du contentieux et des enquêtes  
Commission municipale du Québec  
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau  
Mezzanine, aile Chauveau  
Québec (Québec) G1R 4J3  
418-691-2014, poste 3922  
naomi.gunst@cmq.gouv.qc.ca